

# Les Fonctions Publiques en lutte pour l'intérêt commun

## MARDI 19 MARS

Le revendicatif :

- Pour le point d'indice à 6 euros
- Pour la prime pouvoir d'achat obligatoire également pour les agent-es de la territoriale
- Pour réaffirmer notre rejet de la loi dite de transformation de la fonction publique
- Contre le nouveau projet Guérini

# GRÈVE ET MANIF

## PLACE DE LA LIBÉRATION

## 10H30 AUCH

### POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS

Au quotidien, et plus encore en temps de crise, les Services Publics sont pour la population un rempart contre l'exclusion et les inégalités.

Même s'ils sont attaqués en permanence par ceux qui ne veulent jamais payer un euro d'impôt, ils demeurent une véritable force pour notre pays tant pour les citoyen.nes que pour les entreprises.

Et contrairement à certaines idées reçues, il n'est pas très compliqué de les financer et les améliorer. Cela relève juste d'un choix politique et citoyen.

Les services publics sont avant tout une richesse pour les citoyen.nes.

Chacun peut ainsi accéder à la santé, l'éducation, aux infrastructures publiques, à la culture, etc. à hauteur de ses besoins. C'est aussi le cas pour les entreprises qui en bénéficient largement. La protection sociale et les services publics permettent de diminuer l'impact des crises sur les citoyen.nes, les salarié.es et les entreprises.

Pour autant, les services publics ne sont pas « gratuits » comme on peut parfois l'entendre. Cela pourrait d'ailleurs laisser penser qu'ils ne coûtent rien. Il est plus juste de dire que leur fonctionnement relève d'un financement « socialisé » dans lequel chacun.ne contribue à hauteur de ses moyens (chacun.ne met ainsi au « pot commun » en fonction de ses moyens).

Pour ce qui relève de la santé par exemple, le financement repose principalement sur la richesse créée par les travailleur.eus. Une part de la valeur qu'ils génèrent avec leur force de travail est ainsi reversée, via les cotisations sociales, dans les caisses de la Sécurité sociale. Cette dernière couvre principalement les dépenses en matière de santé, de retraites, de soutien aux familles...

Souvent, les plus riches remettent en cause ce mode de fonctionnement considérant qu'il serait plus juste que chacun.ne paye en fonction de son usage et non de ses moyens.

Union  
syndicale  
**Solidaires**

**U.**  
F.S.U.

UNION DÉPARTEMENTALE  
DES SYNDICATS DU GERS  
**la cgt**

**FO**

**UNSA**  
Fonction Publique

# mobilisons-nous !

# Les Fonctions Publiques, une richesse pour les citoyen.nes

## Financer c'est pas si compliqué, c'est un choix de société.

Financer l'existant et améliorer les services publics, c'est possible. Par exemple, entre 2011 et 2021, les 100 plus grandes entreprises françaises cotées en bourse ont versé en moyenne annuellement 71% de leurs bénéfices en dividendes et rachats d'actions. La part des bénéfices des entreprises versée aux actionnaires était de 30 % en 1980 !

Pour rendre aux travailleuses.eurs le fruit de leur travail, il faut commencer par mieux taxer le capital.

Pour cela, il faudrait rendre l'impôt plus juste en taxant plus les gros patrimoines et les gros revenus et moins taxer les classes populaires, en particulier en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité et en baissant son taux de manière générale.

## Pourquoi un « pot commun » ?

Ce mode de financement permet de payer en continu des dépenses publiques. Ainsi, tous les citoyen.nes, quels que soient leurs revenus, bénéficient d'un accès aux services publics à tout moment de leur vie.

Par exemple, il est possible de donner à ses enfants une éducation de qualité sans pour autant avoir à payer la facture au moment où l'on en bénéficie.

Sans pot commun, les riches accèdent à des services payants que ne peuvent pas se payer les autres : santé de qualité, enseignement privilégié, sécurité privée...

## BATTONS-NOUS POUR LES SERVICES PUBLICS

En effet, depuis plusieurs années, il existe une volonté politique forte de remettre en cause l'égalité entre les citoyen.nes.

Les services publics assurent un accès équitable aux éléments les plus fondamentaux comme l'éducation, la santé ou encore la justice. Ils sont donc un pilier de l'économie et de la cohésion sociale. Les territoires ruraux sont les premières victimes des fermetures de services publics, qui s'éloignent un peu plus chaque jour. Les fermetures d'hôpitaux en sont un exemple prégnant. L'éloignement des services d'urgences met les populations en danger.

Tous les services publics sont concernés par les fermetures. Selon la Cour des comptes, entre 2013 et 2017, il y a eu + de 1 000 fermetures d'écoles en cinq ans en milieu rural.

Trop souvent la dématérialisation est présentée comme un progrès, mais est en réalité conçue en remplacement du nécessaire lien humain qui fait le Service Public, pour supprimer le Service Public et transférer ses missions aux usagers qui doivent se débrouiller sur internet.

Internet, c'est bien, mais ce doit être une voie d'accès supplémentaire aux Services Publics offerte aux usagers, en plus de l'accueil physique.

Jeunes ou vieux, en cas de problème, il est essentiel de trouver le service compétent à proximité.

Nos enfants ont droit à des professeurs bien formés, en nombre suffisant, dans des classes non surchargées.

Nos malades ont besoins de l'hôpital proche de chez eux et de soins de qualité. Chaque citoyen.ne doit avoir accès à l'eau, au gaz, à l'électricité à un prix décent. Chaque citoyen.ne a droit à des rues propres. Le traitement des déchets doit être assuré...etc... Il faut défendre un aménagement cohérent du territoire répondant aux besoins fondamentaux de la population et l'accès partout et pour tous à des services publics de qualité.



Contacts : La CGT: 05 62 05 08 38 • FO: 05 62 05 57 04 – FSU: 05 62 05 42 51  
SUD/SOLIDAIRES: 05 62 61 84 00 – UNSA : 05 62 05 20 08